

**Communiqué de presse**  
Pour diffusion immédiate

## **Les économistes québécois moins optimistes que l’an dernier**

**QUÉBEC, le 19 novembre 2018** – Selon un sondage interne effectué au début de novembre en collaboration avec la firme Raymond Chabot Grant Thornton, 11 % des membres de l’Association des économistes québécois estiment que la situation économique du Québec va s’améliorer au cours de 2019 alors que 19 % croient qu’elle va se détériorer. À la même question il y a un an, 22 % des répondants entrevoyaient en effet une économie plus dynamique en 2018 et 8 % seulement croyaient que la situation allait se détériorer. Pour Yves St-Maurice, président du Comité des politiques publiques de l’Association, « les économistes sont encore confiants dans le potentiel de l’économie québécoise, mais certains risques semblent tempérer quelque peu leur optimisme. Difficile de dire toutefois si ce sont les menaces protectionnistes ou l’augmentation des taux d’intérêt qui en sont la principale cause ». En ce qui a trait à la lutte contre les changements climatiques, près de la moitié des répondants (49 %) sont d’avis que la solution la plus efficace consiste en une taxation du carbone à un niveau suffisamment élevé pour produire des changements importants dans les comportements des entreprises et des citoyens. Le quart (25 %) pense qu’il faut plutôt prioriser les transports collectifs.

Par ailleurs, les répondants au sondage estiment qu’une meilleure intégration des immigrants constitue le meilleur moyen de pallier la rareté de la main-d’œuvre à laquelle se butent un grand nombre d’entreprises. Dans une proportion de 66 %, ils en ont fait leur premier ou leur deuxième choix parmi un éventail de six mesures possibles. La robotisation arrive deuxième avec 35 % des premiers et deuxièmes choix, un peu devant l’incitation des travailleurs à prolonger leur vie active (31 %) et la hausse des salaires (30 %).

Comme à la même période l’an passé, les économistes consultés jugent que le gouvernement du Québec devrait accorder la priorité à l’éducation et à la formation dans son budget 2019/2020. Dans une proportion de 72 %, ils en ont fait leur 1<sup>er</sup> ou 2<sup>e</sup> choix. En plus des sept orientations proposées, plusieurs répondants au sondage ont souligné l’importance de la lutte aux changements climatiques et du développement de l’économie verte.

En ce qui a trait au prochain budget fédéral, les économistes québécois ont également réitéré leur priorité de l’an passé à savoir que la lutte à l’évasion fiscale devrait être la première cible du ministre des Finances. Ils sont 43 % à en avoir fait leur premier ou leur deuxième choix parmi les huit possibilités qui leur étaient offertes. Dans une proportion de 39 %, ils ont également retenu l’incitation à réduire l’empreinte écologique des entreprises et des ménages comme orientation à privilégier entre toutes. Aussi, toujours selon monsieur St-Maurice, « il ressort clairement de ce sondage que les économistes sont préoccupés par l’environnement ».

L'Association effectue régulièrement des sondages auprès de ses membres sur des questions en rapport avec l'actualité économique ou des enjeux de politique publique. Les résultats détaillés de ce sondage sont en annexe. Les sondages antérieurs sont disponibles à l'adresse :

[http://economistesquebecois.ca/programmes et activites/sondages](http://economistesquebecois.ca/programmes_et_activites/sondages) .

## **CONTACT**

Yves St-Maurice, président  
Comité des politiques publiques  
514-776-6546

Bernard Barrucco, directeur général  
Association des économistes québécois  
418-681-9247

## Annexe

Au total, 147 membres de l'Association des économistes québécois ont répondu au sondage réalisé par Internet du 5 au 13 novembre 2018.

### QUESTION 1

**À votre avis, au cours de l'année 2019, la situation économique au Québec devrait-elle :**

	Réponses
Se détériorer ?	19 %
Se maintenir ?	67 %
S'améliorer ?	11 %
Je n'ai pas d'opinion.	3 %
	<b>100 %</b>

## QUESTION 2

**Quelle importance le gouvernement du Québec devrait-il accorder aux dossiers ou objectifs suivants dans la préparation de son budget 2019-2020? (1 = le plus important; 7 = le moins important)**

(répartition en % selon l'importance)

	1	2	3	4	5	6	7	
La qualité de l'éducation et de la formation	54	18	12	3	6	4	4	<b>100</b>
L'accessibilité aux soins de santé	12	35	12	16	10	11	5	<b>100</b>
L'incitation à l'investissement privé	7	9	18	15	26	12	12	<b>100</b>
Le transport collectif	11	12	20	18	15	13	12	<b>100</b>
La réfection et le développement des infrastructures (incluant le transport collectif)	1	13	24	31	21	7	3	<b>100</b>
La réduction de la dette	7	7	8	6	15	29	27	<b>100</b>
La réduction du fardeau fiscal des particuliers	7	7	7	11	7	23	38	<b>100</b>

### **Autres mesures (suggestions des répondants) :**

- Songer à l'environnement qui devient de plus en plus un problème brûlant.
- Le maintien à domicile.
- Économie verte (développement économique durable; transition écologique)
- Les changements climatiques: numéro 1.
- Investissement dans l'économie verte.
- Intégration des immigrants.
- Être plus transparent et donner de l'information objective (moins biaisée, sans embellissement).
- L'environnement.
- Réduction du fardeau fiscal des entreprises, notamment les PME.
- Transition énergétique et technologies propres.
- Disponibilité de main-d'œuvre.

### QUESTION 3

**Quelles orientations devraient guider le gouvernement fédéral dans la préparation de son budget 2019-2020? (1 = le plus important; 8 = le moins important)**

(répartition en % selon l'importance)

	1	2	3	4	5	6	7	8	
Augmenter les transferts aux provinces en matière de santé	18	12	18	12	15	6	12	7	<b>100</b>
Agir plus efficacement contre l'évasion fiscale	18	25	12	9	13	12	5	5	<b>100</b>
Inciter les entreprises et les ménages à réduire leur empreinte écologique	22	17	14	12	9	8	11	7	<b>100</b>
Assurer une compensation financière équitable aux provinces pour les coûts entraînés par la légalisation du cannabis	5	3	2	18	12	15	12	33	<b>100</b>
Améliorer les infrastructures routières et portuaires	7	10	20	18	22	14	5	4	<b>100</b>
Revenir à l'équilibre budgétaire dans un horizon prévisible	18	12	16	12	10	16	8	8	<b>100</b>
Réduire l'impôt de tous les particuliers	8	14	5	12	9	15	27	11	<b>100</b>
Réduire l'impôt des entreprises	3	7	12	8	9	15	20	25	<b>100</b>

**Autres mesures (suggestions des répondants) :**

- Ne pas mettre dans les priorités dans la réduction des impôts des entreprises, car elles en ont eu suffisamment au cours des dernières années.
- Diminuer notre dépendance envers les politiques économiques et fiscales des États-Unis.
- Inciter les entreprises à conquérir d'autres marchés que celui des États-Unis.
- Réduire les transferts directs aux provinces et leur donner des points d'impôt ou de TPS en échange.

#### QUESTION 4

**Pour atténuer la rareté de la main-d'œuvre qui affecte un grand nombre d'entreprises québécoises, comment hiérarchisez-vous les mesures suivantes? (1 = la plus importante; 6 = la moins importante)**

(répartition en % selon l'importance)

	1	2	3	4	5	6	
Alléger la réglementation du travail	9	8	12	15	22	34	<b>100</b>
Hausser les seuils d'immigration	8	14	11	21	21	25	<b>100</b>
Faciliter l'intégration en emploi des immigrants	41	25	14	8	8	4	<b>100</b>
Miser sur la robotisation	18	17	25	22	15	3	<b>100</b>
Hausser les salaires	15	15	8	15	25	23	<b>100</b>
Inciter les travailleurs âgés à demeurer plus longtemps en emploi	9	22	30	18	10	11	<b>100</b>

#### **Autres mesures (suggestions des répondants) :**

- Priorité numéro 1: intégrer les immigrants en emploi. Le gouvernement fixe des quotas aux ministères, mais, doit rester vigilant sur la manière dont les immigrants sont traités, une fois au sein des ministères.
- Reconnaître les diplômes étrangers.
- Faciliter l'intégration des jeunes dans des emplois liés au domaine d'études, conséquemment plus payant que le salaire minimum.
- Est-ce vraiment nécessaire de mettre en place des mesures pour atténuer la rareté de la main-d'œuvre ?
- Améliorer la formation professionnelle.
- Mieux lutter contre le décrochage des étudiants au secondaire.
- Incitation et soutien au développement de ressources humaines innovantes.
- Meilleure formation technique.
- Accepter une diminution de la profitabilité des entreprises, délocaliser une partie de la production à l'étranger, augmenter la productivité.
- Incitatif fiscal important par enfant.
- Se doter d'une fiscalité qui reconnaît les parcours professionnels dit "atypiques" (qui le sont de moins en moins), tels une carrière après-retraite, un emploi de soir, à contrat, etc. Pourquoi pas un montant annuel de revenus de travail en franchise d'impôt pour ceux qui nous aident à surmonter le défi de main-d'œuvre ? (p. ex. avant 18 ans, après 60 ans, bénéficiaires de transferts). La fiscalité dite "progressive" peut aussi créer actuellement une situation où une personne qui travaille 4 jours/semaine

par choix paiera proportionnellement moins d'impôt qu'une autre à 5 jours/semaine, *ceteris paribus*. Ce n'est pas optimal dans le contexte actuel.

- Favoriser la diplomation au secondaire et la formation de la main-d'œuvre
  1. Meilleures mesures de requalification des employés ayant perdu leur emploi;
  2. Soutenir agressivement la formation continue en milieu de travail

## QUESTION 5

**Parmi les mesures suivantes, laquelle vous paraît la plus nécessaire pour lutter efficacement contre les changements climatiques ?**

	(%)
Renoncer à la mise en œuvre du projet d'oléoduc Trans Mountain	5
Augmenter la tarification du carbone à un niveau qui entraîne des changements importants dans les comportements des citoyens et des entreprises	49
Développer le transport collectif	25
Subventionner davantage l'usage des véhicules électriques	7
Subventionner davantage les énergies vertes et les économies d'énergie	9
Autres mesures (précisez) :	5
	100

### **Autres mesures (suggestions des répondants) :**

- Développer des solutions (innovations) qui pourront être utilisées par les pays grands émetteurs de gaz à effets de serre.
- Miser sur l'exportation massive d'hydroélectricité à cause du double effet bilan GES/balance commerciale <https://www.epa.gov/ghgemissions/sources-greenhouse-gas-emissions> .
- C'est une combinaison de mesures qui est requise et toutes feront une différence.
- Il faut un bouquet de mesures: augmentation d'offre de transport collectif + augmentation du gradient de prix entre transports individuels et transports collectifs, dont tarification carbone et taxes sur grosses cylindrées + incitatifs économies d'énergie en chauffage, isolation et nutrition.
- Augmenter le recours au télétravail.